

DEUXIÈME TRIMESTRE CLOS LE 1^{ER} JUILLET 2017

RAPPORT DE GESTION NON AUDITÉ

LE 8 AOÛT 2017



wsp



À PROPOS

WSP est l'une des plus grandes firmes de service-conseil professionnel au monde. Nous sommes entièrement dévoués envers nos communautés locales, tout en étant soutenus par notre génie international. Nous regroupons un bassin exceptionnel d'experts techniques et de conseillers stratégiques incluant des ingénieurs, des techniciens, des scientifiques, des architectes, des planificateurs, des arpenteurs, des spécialistes en environnement, de même que d'autres professionnels en conception et en gestion de programmes et de la construction. La portée de notre expertise et de nos conseils s'étend à de nombreux secteurs : bâtiment, transport et infrastructures, environnement, industriel, ressources naturelles (notamment mines et hydrocarbures), électricité et énergie ainsi que livraison de projets et consultation stratégique. Avec la force de nos quelque 37 000 employés talentueux répartis dans 500 bureaux dans 40 pays, nous occupons une place unique pour livrer des projets performants et durables partout où nos clients en ont besoin.

SIÈGE SOCIAL

GROUPE WSP GLOBAL INC.
1600 BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST
MONTRÉAL (QUÉBEC) H3H 1P9
CANADA

wsp.com

TABLE DES MATIÈRES

1	RAPPORT DE GESTION.....	4
2	MESURES NON CONFORMES AUX IFRS...	4
3	SURVOL DE LA SOCIÉTÉ	5
4	INDICATEURS DE RENDEMENT.....	8
5	FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU 2 ^E TRIMESTRE ET DU 1 ^{ER} SEMESTRE DE 2017	9
6	REVUE DU 2 ^e TRIMESTRE DE 2017.....	11
7	REVUE FINANCIÈRE.....	13
8	SITUATION DE TRÉSORERIE	26
9	SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES.....	29
10	GOUVERNANCE.....	30
11	PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES.	31
12	NORMES COMPTABLES FUTURES	31
13	INSTRUMENTS FINANCIERS	31
14	TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	31
15	ARRANGEMENTS HORS BILAN.....	32
16	PERSPECTIVES	33
17	ÉNONCÉS PROSPECTIFS.....	35
18	FACTEURS DE RISQUE	36
19	INFORMATION ADDITIONNELLE	37
20	GLOSSAIRE.....	37

1 RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion qui suit, qui se veut une analyse de la situation financière consolidée et des résultats d'exploitation consolidés de Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP »), est daté du 8 août 2017 et a été préparé en vue d'aider les lecteurs à comprendre le contexte d'affaires, les stratégies et le rendement de la Société, ainsi que les facteurs de risque auxquels celle-ci est exposée. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes de la Société pour le trimestre clos le 1^{er} juillet 2017 ainsi que les états financiers consolidés audités et les notes annexes de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour la période close le 1^{er} juillet 2017 ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), telles qu'elles sont énoncées dans le *Manuel de CPA Canada*. Tous les montants présentés dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est non auditée.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats de la Société pour le deuxième trimestre, qui couvrent les périodes allant du 2 avril 2017 au 1^{er} juillet 2017 et du 1^{er} janvier 2017 au 1^{er} juillet 2017. Les deuxième et troisième trimestres de la Société comptent toujours 13 semaines. Toutefois, le nombre de semaines des premier et quatrième trimestres varie d'un exercice à l'autre, puisque l'exercice de la Société se termine obligatoirement le 31 décembre chaque année.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « Société », « nous », « notre », « nos », « WSP » ou « WSP Global » font référence à Groupe WSP Global Inc. Selon le contexte, ce terme peut également inclure les filiales et les entreprises associées.

2 MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

La Société présente ses résultats financiers conformément aux IFRS. Toutefois, dans le présent rapport de gestion, elle a eu recours à des mesures non conformes aux IFRS, soit les suivantes : les produits des activités ordinaires nets; le BAIIA; le BAIIA ajusté; la marge du BAIIA ajusté; le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social; la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social; le résultat net ajusté; le résultat net ajusté par action; le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises; le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises par action; les coûts d'acquisition et d'intégration; le carnet de commandes; les fonds provenant des activités d'exploitation; les fonds provenant des activités d'exploitation par action; les flux de trésorerie disponibles; les flux de trésorerie disponibles par action; le délai moyen de recouvrement des créances clients (le « délai de recouvrement »); et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, dans la rubrique « Glossaire ». Un rapprochement avec des mesures conformes aux IFRS est présenté aux rubriques 7 et 8 du présent rapport de gestion.

La direction de la Société (la « direction ») estime que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements utiles aux investisseurs au sujet de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société, puisqu'elles constituent des indicateurs clés de son rendement. Ces mesures non conformes aux IFRS ne sont pas comptabilisées en vertu des IFRS, n'ont aucune signification normalisée prescrite par les IFRS, peuvent différer des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et pourraient donc ne pas être comparables à celles-ci. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme un substitut aux informations financières correspondantes établies conformément aux IFRS.

3 SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

L'une des plus grandes firmes de services professionnels au monde dans son secteur d'activité, la Société offre des compétences techniques et des conseils stratégiques à des clients dans de nombreux secteurs : immeubles et bâtiments, transport et infrastructures, environnement, industrie, ressources (notamment mines et hydrocarbures), ainsi qu'électricité et énergie. La Société offre, en outre, des services hautement spécialisés d'exécution de projets et de consultation stratégique. Ses équipes d'experts regroupent des ingénieurs, des conseillers, des techniciens, des scientifiques, des architectes, des planificateurs, des arpenteurs-géomètres et des spécialistes de l'environnement ainsi que des spécialistes du design et de la gestion de programmes et de la construction. Avec environ 37 000 employés de talent travaillant dans 500 bureaux situés dans 40 pays, la Société occupe une place de choix pour réaliser des projets durables partout où ses clients ont besoin d'elle.

Le modèle d'affaires de la Société est centré sur le maintien d'une position de chef de file dans chaque région et chaque marché où elle évolue, grâce à un engagement solide envers les collectivités et les clients locaux et nationaux, et à la prise en compte de leurs besoins. Un tel modèle d'affaires se traduit par l'implantation de bureaux régionaux offrant une gamme complète de services à toutes les étapes de l'exécution d'un projet. La Société a des capacités et des compétences assez vastes pour transformer les visions de ses clients en réalité durable, tant d'un point de vue commercial, technique et social qu'environnemental.

Sur le plan fonctionnel, les leaders des divers segments de marché travaillent en collaboration avec les leaders régionaux au développement et à la coordination des marchés desservis, jumelant les connaissances et les relations locales à une expertise reconnue à l'échelle nationale.

La Société offre une variété de services tout au long de l'exécution du projet, soit de la phase des études initiales de planification et de développement jusqu'aux phases de gestion, de conception, de gestion de la construction, de mise en service et d'entretien du projet ou du programme.

La Société a développé une approche d'équipe multidisciplinaire dans le cadre de laquelle les employés travaillent en étroite collaboration avec les clients à l'élaboration de solutions qui respectent les échéanciers et les budgets établis. Les segments de marché dans lesquels elle exerce ses activités sont décrits ci-dessous.

- **Immeubles et bâtiments** : La Société est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de services de gestion et de consultation technique, avec des antécédents éprouvés lorsqu'il s'agit de réaliser des bâtiments de la plus grande qualité qui soit. Nous participons à chacune des phases du cycle de vie d'un projet, depuis les toutes premières étapes de la planification jusqu'à la conception et la construction, en passant par la gestion de l'actif et de la remise en état. Nos experts techniques offrent des services réellement multidisciplinaires, y compris des services de génie structural et mécanique, électrique et de plomberie, auxquels s'ajoutent un large éventail de services spécialisés comme l'ingénierie de la sécurité incendie, la conception des éclairages, le transport vertical,

l'acoustique, les systèmes de bâtiments intelligents, les systèmes audiovisuels, les technologies de l'information, la construction de façades et la conception d'immeubles écologiques.

- **Transport et infrastructures** : Les experts de la Société planifient, analysent, conçoivent et gèrent des projets d'infrastructures ferroviaires et urbaines, de transport en commun, d'aviation, de ponts, de tunnels, d'autoroutes, de ports et de routes. Des clients des secteurs publics et privés ainsi que des partenaires de tous les coins du globe font appel à notre expertise pour élaborer des stratégies de transport et d'infrastructures à moyen et à long terme, ainsi que pour les guider et les appuyer pendant tout le cycle de vie d'une vaste gamme de projets. Nous sommes l'un des plus importants fournisseurs de services d'infrastructures au monde et jouissons d'une réputation enviable en raison de notre capacité à réaliser des projets dans les délais et dans les limites du budget. Nous offrons une gamme complète de services locaux et possédons une longue feuille de route jalonnée de projets couronnés de succès à l'échelle mondiale.
- **Environnement** : La Société compte des spécialistes qui travaillent avec des entreprises et des gouvernements et les conseillent sur tous les principaux aspects du volet environnement. Ces experts offrent un large éventail de services relatifs à l'air, au sol, à l'eau et à la santé. Ils conseillent et travaillent avec des clients sur une multitude de questions environnementales autant au chapitre de la gestion du risque, de l'obtention de permis et d'autorisations et de la conformité réglementaire, que de la manipulation et de l'élimination de matières dangereuses, de la remise en état de terrains, de l'évaluation des incidences environnementales et sociales et de la santé et la sécurité des employés. Notre réputation repose sur l'aide que nous prodiguons à nos clients partout dans le monde afin d'atténuer le risque, de gérer et de réduire les incidences environnementales et de maximiser les occasions relatives à la santé et à la sécurité, au développement durable, aux changements climatiques, à l'énergie et à l'environnement.
- **Industrie** : La Société travaille dans presque tous les secteurs d'activité, notamment ceux des aliments et des boissons, de la pharmacie et de la biotechnologie, des produits chimiques, de l'électricité et de l'énergie. Nos spécialistes offrent une combinaison hors pair de compétences grâce à leur connaissance approfondie des processus industriels et de production d'énergie, ainsi que l'expertise en ingénierie requise pour assurer la planification, la conception, la construction et l'exploitation d'une nouvelle usine, ou pour automatiser l'équipement d'installations industrielles existantes. Nos experts offrent une vaste gamme de services de consultation et d'ingénierie dans de nombreux champs d'activité couvrant toutes les étapes d'un projet, soit les études stratégiques, la conception et l'analyse de la productivité, jusqu'à jouer le rôle d'ingénieur auprès d'un propriétaire pour chacune des étapes d'un contrat de services d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de gestion de projets.
- **Ressources (y compris les mines, le pétrole et le gaz)** : La Société possède l'envergure et l'expertise nécessaires pour soutenir tous nos clients mondiaux du secteur des ressources. Dans le secteur minier, nos experts travaillent avec les clients tout au long du cycle de vie du projet, depuis la réalisation d'études conceptuelles et de faisabilité jusqu'à composer avec les problèmes d'acceptation sociale, et depuis les études techniques détaillées et les services d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de gestion de projets jusqu'à la fermeture d'un site et sa restauration. Notre expertise s'étend jusqu'à la modélisation des ressources et des réserves, aux essais métallurgiques, à la conception géotechnique et minière ainsi qu'à l'ingénierie détaillée pour l'infrastructure minière. Dans le secteur pétrolier et gazier, nous aidons nos clients à relever quelques-uns des défis les plus exigeants auxquels ils font face du point de vue technique autant que

logistique. Nos experts offrent des conseils sur la façon de planifier, de concevoir et de soutenir le développement de pipelines et de réseaux gaziers, ainsi que sur la manière d'assurer l'intégrité de leurs biens essentiels et d'obtenir les permis et consentements requis.

- **Électricité et énergie** : La Société offre à ses clients du secteur de l'énergie des solutions complètes pour tous les aspects de leurs projets, qu'il s'agisse de centrales énergétiques de grande envergure, d'installations plus petites sur le site même ou de programmes de mise aux normes et d'efficacité. Elle les aide ainsi à réduire leur consommation d'énergie tout en leur proposant des solutions pour bâtir un avenir durable. Nos experts peuvent fournir des conseils et travailler à tous les stades d'un projet, depuis les études de préfaisabilité jusqu'à la conception, en passant par l'exploitation, l'entretien et le déclassement. Ils offrent des services de soutien de gestion opérationnelle à long terme dès les premières études de faisabilité, donnent des conseils sur divers aspects de nature technique, financière et environnementale d'un projet, jusqu'à la conception technique et les simulations énergétiques pendant la phase de construction.

De plus, la Société offre des services d'exécution de projet et de consultation stratégique hautement spécialisés :

- **Exécution de projets et de programmes** : Les professionnels chevronnés de la Société évaluent et comprennent les objectifs des clients ainsi que les enjeux techniques, environnementaux et commerciaux auxquels ils font face et mettent à profit leur vaste expérience acquise pendant la réalisation de projets et de programmes à l'échelle mondiale. Cette approche globale leur permet de planifier et de mettre en œuvre leurs projets de façon efficace, en mettant l'accent sur les coûts, l'échéancier, la qualité et la sécurité. L'offre de services entièrement intégrée de la Société est personnalisée dans l'intérêt des clients tout au long des phases de planification, d'élaboration et de mise en service de leurs projets. Nous mobilisons l'équipe idéale pour réaliser des projets de n'importe quelle taille et de n'importe quel degré de complexité en toute efficacité et de façon rentable. Notre grande expérience nous permet de planifier et de gérer des projets en employant les meilleurs processus, techniques et outils de gestion de projets qui soient.
- **Consultation stratégique** : La Société offre des services de consultation stratégique qui aident les clients à prendre des décisions éclairées tenant compte de l'évolution des conditions économiques changeantes et des priorités des gouvernements ainsi que des technologies émergentes. Afin de demeurer concurrentiels et de gérer leurs infrastructures et leurs biens immobiliers le plus efficacement possible, les clients se doivent d'avoir accès à des données éclairantes et aux « leçons apprises » d'experts offrant un soutien à des clients dans le monde entier. En plus de son expertise à l'échelle locale, la Société offre des modèles de référence internationaux ainsi que des solutions fondées sur les pratiques exemplaires en tirant parti de sa vaste expérience. Notre équipe marie les compétences techniques de notre réseau mondial et un sens aigu des affaires axé sur les résultats.

4 INDICATEURS DE RENDEMENT

La Société recourt à un certain nombre d'indicateurs financiers sectoriels et consolidés afin d'évaluer son rendement. Le tableau ci-dessous dresse un sommaire des indicateurs de rendement clés les plus pertinents par catégorie. Les rubriques qui suivent présentent les résultats obtenus et une description de chaque indicateur.

Catégorie	Indicateur de rendement	Comparaison	Comparaison
		du 2 ^e trimestre de 2017 et du 2 ^e trimestre de 2016	du 1 ^{er} semestre de 2017 et du 1 ^{er} semestre de 2016
Croissance :	Produits des activités ordinaires nets*	●	●
	Croissance interne**	●	●
	Carnet de commandes*	●	●
Rentabilité :	BAIIA ajusté*	●	●
	Marge du BAIIA ajusté*	●	●
	Résultat net ajusté*	●	●
	Fonds provenant des activités d'exploitation*	●	●
	Flux de trésorerie disponibles*	●	●
Liquidités :	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation – Il s'agit d'une mesure de la trésorerie générée par nos activités courantes.	●	●
	Délai de recouvrement*	●	●
	Dette nette sur le BAIIA ajusté* – Il s'agit d'une mesure du levier financier.	●	●

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ». Des rapprochements avec les mesures conformes aux IFRS sont présentés aux rubriques 7 et 8.

** La croissance interne est une mesure de la croissance des produits des activités ordinaires nets dans la monnaie locale. La Société estime utile d'ajuster les produits des activités ordinaires nets afin d'exclure l'incidence des produits des activités ordinaires nets liés aux acquisitions et des variations des cours du change, ce qui facilite la comparaison du rendement des secteurs d'exploitation d'une période à l'autre.

- Favorable
- Stable
- Non favorable

5 FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU 2^E TRIMESTRE ET DU 1^{ER} SEMESTRE DE 2017

2^E TRIMESTRE DE 2017

Solide performance financière pour le trimestre. Croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets de 2,2 % et marge du BAIIA ajusté de 10,7 %, ce qui est conforme aux attentes de la direction. Le carnet de commandes est demeuré stable et le délai de recouvrement est conforme au cycle saisonnier.

- Produits des activités ordinaires de 1 717,2 M\$ et produits des activités ordinaires nets de 1 315,9 M\$, en hausse respective de 11,1 % et de 8,3 % comparativement au deuxième trimestre de 2016.
- BAIIA ajusté de 140,3 M\$, en hausse de 15,3 M\$, ou 12,2 %, par rapport au deuxième trimestre de 2016.
- Marge du BAIIA ajusté de 10,7 %, comparativement à 10,3 % au deuxième trimestre de 2016.
- Résultat net ajusté de 65,5 M\$, ou 0,64 \$ par action, en hausse respectivement de 17,0 % et de 14,3 % par rapport au deuxième trimestre de 2016.
- Résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 76,2 M\$, ou 0,75 \$ par action, en hausse respectivement de 13,4 % et de 11,9 % par rapport au deuxième trimestre de 2016.
- Résultat net attribuable aux actionnaires se chiffrant à 62,8 M\$, ou 0,61 \$ par action, en hausse respectivement de 20,3 % et de 17,3 % par rapport au deuxième trimestre de 2016.
- Carnet de commandes s'établissant à 5 864,6 M\$, représentant 10,3 mois de produits des activités ordinaires, ce qui est comparable au montant du premier trimestre de 2017 et constitue une hausse de 197,2 M\$, ou 3,5 %, par rapport au deuxième trimestre de 2016.
- Délai de recouvrement s'établissant à 82 jours, stable par rapport au deuxième trimestre de 2016.
- Dividende trimestriel déclaré de 0,375 \$ par action et taux de participation au régime de réinvestissement des dividendes (« RRD ») de 53,0 %.
- En incluant le BAIIA ajusté sur 12 mois pour tenir compte de toutes les acquisitions, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté s'établit à 1,7 fois, conformément à notre fourchette cible.
- Perspectives financières pour l'exercice 2017 maintenues.

1^{ER} SEMESTRE DE 2017

- Croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets de 6,0 % et positive dans tous nos secteurs d'exploitation. Nous anticipons que la croissance organique du 2^e semestre devrait être inférieure en raison des différences dans la durée des deux semestres de 2017, plus précisément le 4^e trimestre. La croissance organique pour l'ensemble de 2017 devrait se situer dans une fourchette de 1 % à 4 %, en ligne avec les perspectives pour l'exercice 2017.

- La marge du BAIIA ajusté se situe à 9,8 %, en regard de 9,1 % en 2016. Cette augmentation est attribuable en grande partie à la hausse attendue de la marge du BAIIA ajusté de nos activités canadiennes.
- Après la clôture du trimestre, la Société a acquis POCH, firme de Service-conseil professionnel comptant 730 employés située au Chili. S'inscrivant dans notre plan stratégique de 2015-2018, cette acquisition représente une étape importante de réalisation de notre ambition de devenir un joueur de premier plan en Amérique latine.

6 REVUE DU 2^E TRIMESTRE DE 2017

La Société a dégagé des produits des activités ordinaires de 1 717,2 M\$ et des produits des activités ordinaires nets de 1 315,9 M\$ au deuxième trimestre de 2017, en hausse respectivement de 11,1 % et de 8,3 % par rapport au trimestre correspondant de 2016. La croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets s'est établie à 2,2 %, ce qui est conforme aux attentes de la direction.

Le BAIIA ajusté s'est établi à 140,3 M\$ et la marge du BAIIA ajusté a totalisé 10,7 %, soit une hausse respective de 12,2 % et de 3,9 % en regard du deuxième trimestre de 2016, ce qui est conforme aux attentes de la direction. La hausse de la marge du BAIIA ajusté, de 10,3 % au deuxième trimestre de 2016 à 10,7 % au deuxième trimestre de 2017, s'explique en grande partie par la hausse attendue de la marge du BAIIA ajusté de nos activités canadiennes. Les mesures continues de réduction des charges du siège social ont également porté fruits. La diminution des taux d'utilisation attribuable à l'augmentation de l'effectif dans les régions affichant une forte croissance interne des produits des activités ordinaires nets et une intensification de l'activité de soumissions, liées essentiellement à nos activités aux États-Unis, a partiellement contrebalancé la croissance consolidée de la marge du BAIIA ajusté.

Comme prévu, la croissance interne des produits des activités ordinaires nets découlant de nos activités au Canada est demeurée stable pour le trimestre. La hausse de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social, qui est passée de 8,5 % au deuxième trimestre de 2016 à 12,8 % au deuxième trimestre de 2017, était attendue de la direction et découle en grande partie de la rationalisation de cette région entreprise au deuxième trimestre de 2016. La hausse du taux d'utilisation et l'amélioration de l'exécution des projets ont également eu une incidence favorable.

Le secteur d'exploitation des Amériques a affiché une solide croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 4,8 %, et la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social s'est établie à 15,6 % des produits des activités ordinaires nets, soit, de nouveau, la marge la plus élevée de tous nos secteurs d'exploitation. Nos activités aux États-Unis ont encore une fois obtenu d'excellents résultats, affichant une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 5,2 %, laquelle est essentiellement attribuable au secteur du transport et des infrastructures.

Après la clôture du trimestre, la Société a accru sa présence en Amérique latine grâce à l'acquisition de POCH, firme de services professionnels basée au Chili ayant un effectif de 730 employés. Cette acquisition s'inscrit dans notre plan stratégique 2015-2018 et constitue un important point d'ancrage vers la réalisation de notre ambition de devenir une firme de premier plan en Amérique latine.

Notre secteur d'exploitation EMOIA a généré une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 2,1 %, ce qui est conforme à nos attentes.

Nos activités dans les pays nordiques ont de nouveau affiché d'excellents résultats avec une croissance interne moyenne à un chiffre des produits des activités ordinaires nets. Les activités en Suède ont connu la croissance la plus forte de la région, enregistrant un accroissement de l'effectif et du carnet de commandes dans la plupart des champs d'activité.

Nos activités au Royaume-Uni ont affiché une modeste croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 1,5 %. On s'attend à ce que les négociations prolongées qui devraient entourer le processus de Brexit se traduisent par une incertitude continue qui se traduira par un ralentissement, surtout dans les

secteurs privés commerciaux et de consommation. Du côté du secteur public, bien que le gouvernement britannique nouvellement élu ait réaffirmé sa position quant aux investissements publics en infrastructure, l'élection précipitée qui a eu lieu en mai devrait continuer d'avoir une incidence sur la matérialisation du carnet de commandes garanti du secteur public pour la région sur le reste de l'année civile.

La croissance interne des produits des activités ordinaires nets du secteur d'exploitation Asie-Pacifique est demeurée stable. Nos activités en Australie ont permis de dégager une importante croissance interne des produits des activités ordinaires nets, propulsée par de solides percées dans la majorité des secteurs. Nos activités en Asie, notamment en Chine, ont affiché une croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets découlant d'abord et avant tout de l'important ralentissement du secteur des bâtiments, qui a annulé la vigueur de nos activités en Australie.

Compte tenu de nos résultats du premier semestre, qui sont généralement conformes à nos attentes, nous sommes convaincus que nous pourrions concrétiser le plan et ainsi maintenir nos perspectives financières pour 2017.

7 REVUE FINANCIÈRE

7.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	T2		Premier semestre	
	2017	2016	2017	2016
	Période allant du 2 avril au 1 ^{er} juillet	Période allant du 27 mars au 25 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} juillet	Période allant du 1 ^{er} janvier au 25 juin
<i>(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)</i>				
Produits des activités ordinaires	1 717,2 \$	1 545,7 \$	3 351,1 \$	3 028,7 \$
Moins : sous-consultants et coûts directs	401,3 \$	330,2 \$	759,3 \$	651,1 \$
Produits des activités ordinaires nets*	1 315,9 \$	1 215,5 \$	2 591,8 \$	2 377,6 \$
Coûts liés au personnel	1 015,5 \$	922,7 \$	2 005,2 \$	1 832,5 \$
Charges locatives	52,4 \$	56,2 \$	110,0 \$	114,0 \$
Autres charges d'exploitation ¹⁾	108,0 \$	112,4 \$	222,9 \$	216,5 \$
Quote-part du résultat des entreprises associées	(0,3) \$	(0,8) \$	(1,1) \$	(1,9) \$
BAIIA ajusté*	140,3 \$	125,0 \$	254,8 \$	216,5 \$
Coûts d'acquisition et d'intégration*	3,7 \$	5,1 \$	6,7 \$	12,5 \$
BAIIA*	136,6 \$	119,9 \$	248,1 \$	204,0 \$
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles	20,6 \$	20,4 \$	40,7 \$	40,2 \$
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	19,2 \$	17,9 \$	37,9 \$	36,2 \$
Charges financières	8,5 \$	10,7 \$	16,6 \$	19,1 \$
Quote-part de la dotation à l'amortissement des entreprises associées	0,3 \$	0,4 \$	0,7 \$	0,8 \$
Résultat avant impôt	88,0 \$	70,5 \$	152,2 \$	107,7 \$
Charge d'impôt sur le résultat	25,2 \$	18,0 \$	41,7 \$	27,5 \$
Quote-part de l'impôt sur le résultat des entreprises associées	– \$	0,2 \$	0,1 \$	0,4 \$
Résultat net	62,8 \$	52,3 \$	110,4 \$	79,8 \$
Attribuable aux :				
– Actionnaires	62,8 \$	52,2 \$	110,4 \$	79,8 \$
– Participations ne donnant pas le contrôle	– \$	0,1 \$	– \$	– \$
Résultat net de base par action	0,61 \$	0,52 \$	1,08 \$	0,80 \$
Résultat net dilué par action	0,61 \$	0,52 \$	1,08 \$	0,80 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	102 246 776	100 172 985	102 009 950	99 919 652
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	102 369 071	100 205 307	102 108 867	99 946 297

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

1) Les autres charges d'exploitation incluent les profits/pertes de change liés à l'exploitation et les produits d'intérêts.

Dans les rubriques 7.2 à 7.5, nous passons en revue les variations des résultats d'exploitation entre 2017 et 2016, en décrivant les facteurs qui ont eu une incidence sur les produits des activités ordinaires nets, le carnet de commandes, les charges, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social et la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social. Les charges financières, l'impôt sur le résultat, le résultat net, le résultat net ajusté, le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, les fonds provenant des activités d'exploitation et les flux de trésorerie disponibles font également l'objet d'une revue sur une base consolidée aux rubriques 7.6 à 7.10.

7.2 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS

La performance et les résultats financiers de la Société doivent être mesurés et analysés en tenant compte des produits des activités ordinaires générés par les honoraires, soit les produits des activités ordinaires nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier sensiblement d'un contrat à l'autre et ne sont pas représentatifs des services d'experts-conseils.

Les secteurs d'exploitation de la Société sont les suivants : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et Asie-Pacifique (comprenant principalement l'Asie et l'Australie). Les tableaux qui suivent présentent un résumé des variations des produits des activités ordinaires nets et du nombre d'employés, par secteur et au total, d'un exercice à l'autre.

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Deuxième trimestre				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets* 2017	248,1 \$	390,7 \$	500,0 \$	177,1 \$	1 315,9 \$
Produits des activités ordinaires nets* 2016	246,4 \$	352,3 \$	445,8 \$	171,0 \$	1 215,5 \$
Variation nette (%)	0,7 %	10,9 %	12,2 %	3,6 %	8,3 %
Croissance (repli) interne**	0,7 %	4,8 %	2,1 %	(0,4) %	2,2 %
Croissance découlant d'acquisitions**	— %	1,7 %	12,6 %	0,3 %	5,0 %
Incidence des variations des cours du change***	— %	4,4 %	(2,5) %	3,7 %	1,1 %
Variation nette (%)	0,7 %	10,9 %	12,2 %	3,6 %	8,3 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** La croissance interne et la croissance découlant d'acquisitions sont calculées en fonction de la monnaie locale.

*** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, du total des produits des activités ordinaires nets libellés dans la monnaie locale, déduction faite de la croissance interne et de la croissance découlant d'acquisitions.

(en millions de dollars, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Premier semestre				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets* 2017	472,1 \$	768,0 \$	996,0 \$	355,7 \$	2 591,8 \$
Produits des activités ordinaires nets* 2016	468,3 \$	695,6 \$	893,4 \$	320,3 \$	2 377,6 \$
Variation nette (%)	0,8 %	10,4 %	11,5 %	11,1 %	9,0 %
Croissance (repli) interne**	0,8 %	8,6 %	5,5 %	9,5 %	6,0 %
Croissance découlant d'acquisitions**	— %	1,5 %	13,3 %	0,4 %	5,3 %
Incidence des variations des cours du change***	— %	0,3 %	(7,3) %	1,2 %	(2,3) %
Variation nette (%)	0,8 %	10,4 %	11,5 %	11,1 %	9,0 %
Nombre approximatif d'employés – 2017	7 900	7 750	15 600	5 800	37 050
Nombre approximatif d'employés – 2016	8 300	7 600	12 700	5 700	34 300
Variation nette (%)	(4,8) %	2,0 %	22,8 %	1,8 %	8,0 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** La croissance interne et la croissance découlant d'acquisitions sont calculées en fonction de la monnaie locale.

*** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, du total des produits des activités ordinaires nets libellés dans la monnaie locale, déduction faite de la croissance interne et de la croissance découlant d'acquisitions.

À la clôture du deuxième trimestre de 2017, les produits des activités ordinaires nets de la Société s'établissaient à 1 315,9 M\$, en hausse de 100,4 M\$, ou 8,3 %, comparativement au deuxième trimestre de 2016. Pour le premier semestre, les produits des activités ordinaires nets se sont accrus de 214,2 M\$, ou 9,0 %.

La hausse des produits des activités ordinaires nets pour le trimestre et le semestre est attribuable à la croissance interne ainsi qu'à la croissance découlant d'acquisitions. La croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets s'est respectivement établie à 2,2 % et à 6,0 % pour le trimestre et le semestre, et la croissance découlant d'acquisitions consolidée a respectivement atteint 5,0 % et 5,3 %. Les cours du change ont eu une légère incidence positive consolidée pour le trimestre et une incidence négative pour le semestre, ce qui est attribuable aux fluctuations des devises.

7.2.1 CANADA

Les produits des activités ordinaires nets générés par nos activités au Canada se sont chiffrés à 248,1 M\$ au deuxième trimestre de 2017 et à 472,1 M\$ pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017, en légère hausse par rapport aux périodes correspondantes de 2016, conformément aux prévisions. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des immeubles et des bâtiments ont généré environ les deux tiers des produits des activités ordinaires nets du deuxième trimestre et du premier semestre de 2017.

7.2.2 AMÉRIQUES

Les produits des activités ordinaires nets générés par le secteur d'exploitation des Amériques se sont élevés à 390,7 M\$ au deuxième trimestre de 2017, soit une hausse de 38,4 M\$, ou 10,9 %, par rapport à la période correspondante de 2016 qui provient surtout de nos activités aux États-Unis. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, s'est établie à 4,8 %, ce qui est conforme aux prévisions. Les cours du change ont eu une incidence positive en raison principalement de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain au deuxième trimestre de 2017 par rapport à la période correspondante de 2016. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des immeubles et des bâtiments ont généré environ 92 % des produits des activités ordinaires nets.

Pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017, les produits des activités ordinaires nets générés par le secteur d'exploitation des Amériques se sont établis à 768,0 M\$, en hausse de 72,4 M\$, ou 10,4 %, par rapport à la période correspondante de 2016 qui s'explique essentiellement par la vigueur continue de nos activités aux États-Unis. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, s'est établie à 8,6 %, conformément à nos attentes. L'incidence des cours du change a été négligeable. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des immeubles et des bâtiments ont généré environ 90 % des produits des activités ordinaires nets.

7.2.3 EMOIA

Les produits des activités ordinaires nets du secteur d'exploitation EMOIA se sont élevés à 500,0 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017, soit une hausse de 54,2 M\$, ou 12,2 %, par rapport au deuxième trimestre de 2016. La croissance découlant d'acquisitions a compté pour 12,6 % de la hausse totale. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, s'est chiffrée à 2,1 %, ce qui est conforme aux prévisions. En raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la majorité des monnaies européennes, les cours du change ont eu une incidence négative. Le secteur du transport et des

infrastructures et celui des immeubles et des bâtiments ont généré environ 84 % des produits des activités ordinaires nets.

Pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017, les produits des activités ordinaires nets du secteur d'exploitation EMOIA ont totalisé 996,0 M\$, en hausse de 102,6 M\$, ou 11,5 %, par rapport à la période correspondante de 2016. La croissance découlant d'acquisitions a compté pour 13,3 % de la hausse totale. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, s'est établie à 5,5 %, ce qui est conforme à nos attentes. En raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la majorité des monnaies européennes, les cours du change ont eu une incidence négative importante. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des immeubles et des bâtiments ont généré environ 84 % des produits des activités ordinaires nets.

7.2.4 ASIE-PACIFIQUE

Les produits des activités ordinaires nets du secteur d'exploitation Asie-Pacifique se sont élevés à 177,1 M\$ au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 6,1 M\$, ou 3,6 %, par rapport à la période correspondante de 2016. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, est demeurée stable. Nos activités en Australie ont généré une forte croissance interne des produits des activités ordinaires nets grâce à de solides gains dans la plupart des secteurs. Nos activités en Asie, notamment en Chine, ont généré une forte croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets découlant en grande partie d'une chute du secteur des bâtiments, annulant la vigueur de nos activités en Australie. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des immeubles et des bâtiments ont généré environ 88 % des produits des activités ordinaires nets.

Pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017, les produits des activités ordinaires nets du secteur d'exploitation Asie-Pacifique se sont élevés à 355,7 M\$, en hausse de 35,4 M\$, ou 11,1 %, par rapport à la période correspondante de 2016, ce qui s'explique d'abord et avant tout par la vigueur continue de nos activités en Australie. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets de nos activités en Asie est demeurée stable, conformément à nos attentes dans cette région pour l'exercice complet. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des immeubles et des bâtiments ont généré environ 87 % des produits des activités ordinaires nets.

7.3 CARNET DE COMMANDES

Deuxième trimestre de 2017

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	945,9 \$	1 905,5 \$	2 054,6 \$	958,6 \$	5 864,6 \$
Ententes-cadres de prestations de services	464,4 \$	1 333,3 \$	81,7 \$	141,4 \$	2 020,8 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Premier trimestre de 2017

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	920,1 \$	1 894,8 \$	2 181,9 \$	988,5 \$	5 985,3 \$
Ententes-cadres de prestations de services	593,0 \$	1 273,9 \$	82,1 \$	138,7 \$	2 087,7 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Deuxième trimestre de 2016

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	961,3 \$	2 118,7 \$	1 621,9 \$	965,5 \$	5 667,4 \$
Ententes-cadres de prestations de services	483,3 \$	975,1 \$	356,7 \$	168,4 \$	1 983,5 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Au 1^{er} juillet 2017, le carnet de commandes s'établissait à 5 864,6 M\$, ce qui représentait environ 10,3 mois de produits des activités ordinaires, ce qui est stable par rapport au premier trimestre de 2017 et représente une augmentation de 197,2 M\$, ou 3,5 %, par rapport au deuxième trimestre de 2016. En devises constantes, la Société a affiché une croissance interne négative du carnet de commandes de 3,2 % et de 1,4 %, respectivement, par rapport au premier trimestre de 2017 et au deuxième trimestre de 2016, en raison principalement du calendrier d'attribution des contrats.

En outre, la Société était partie à des ententes-cadres de prestations de services de 2 020,8 M\$ à la clôture du deuxième trimestre de 2017. Ces ententes-cadres visent des contrats que les clients ont l'intention de nous attribuer, ainsi qu'ils nous en ont avisés en bonne et due forme, pour lesquels le montant des travaux à effectuer n'a pas été précisé, ou pour lesquels le financement n'a pas encore été désigné.

Compte tenu de l'ampleur de certains contrats et des délais requis pour les mener à bien, il se peut que d'importantes fluctuations de cette mesure soient observées d'un trimestre à l'autre. La direction est d'avis que les variations du carnet de commandes doivent être examinées d'un exercice à l'autre, particulièrement au moment d'évaluer la croissance interne en fonction de cours du change constants.

7.4 CHARGES

Le tableau qui suit résume les résultats d'exploitation de la Société exprimés en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

	Deuxième trimestre		Premier semestre	
	2017	2016	2017	2016
	Période allant du 2 avril au 1 ^{er} juillet	Période allant du 27 mars au 25 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} juillet	Période allant du 1 ^{er} janvier au 25 juin
(pourcentage des produits des activités ordinaires nets)				
Produits des activités ordinaires nets*	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coûts liés au personnel	77,1 %	75,9 %	77,4 %	77,1 %
Charges locatives	4,0 %	4,6 %	4,2 %	4,8 %
Autres charges d'exploitation ¹⁾	8,2 %	9,2 %	8,6 %	9,1 %
Quote-part du résultat des entreprises associées	— %	— %	— %	(0,1) %
BAIIA ajusté*	10,7 %	10,3 %	9,8 %	9,1 %
Coûts d'acquisition et d'intégration*	0,3 %	0,4 %	0,3 %	0,5 %
Dotations à l'amortissement des immobilisations incorporelles	1,6 %	1,7 %	1,6 %	1,7 %
Dotations à l'amortissement des immobilisations corporelles	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Charges financières	0,6 %	0,9 %	0,6 %	0,8 %
Quote-part de la dotation à l'amortissement des entreprises associées	— %	— %	— %	— %
Charge d'impôt sur le résultat	1,9 %	1,5 %	1,6 %	1,2 %
Résultat net	4,8 %	4,3 %	4,2 %	3,4 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

1) Les autres charges d'exploitation incluent les profits et pertes de change et les produits d'intérêts.

Les charges se composent de trois principaux éléments, à savoir les coûts liés au personnel, les charges locatives et les autres charges d'exploitation. Les coûts liés au personnel comprennent les charges salariales de tous les employés s'occupant de la prestation de services de consultation et de l'exécution de projets, ainsi que les coûts liés au personnel administratif et à celui du siège social. Les coûts d'occupation comprennent les charges locatives et les autres coûts connexes se rapportant aux espaces à bureaux qu'occupe la Société partout dans le monde. Les autres charges d'exploitation incluent des coûts fixes tels que les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés à la technologie, les frais liés aux assurances professionnelles, le profit ou la perte de change et les produits d'intérêts.

Pour le trimestre, les coûts liés au personnel, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, ont augmenté, en raison notamment de la baisse des taux d'utilisation enregistrée du fait de l'accroissement de l'effectif afin de composer avec la croissance interne actuelle et attendue des produits des activités ordinaires nets dans certaines régions et avec l'augmentation de l'activité de soumissions, attribuable en grande partie à nos activités aux États-Unis.

Au premier semestre de 2017, les coûts liés au personnel, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, sont demeurés stables par rapport à la période correspondante de 2016.

Pour le trimestre et le semestre, la diminution des charges locatives, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, découle principalement de la consolidation des bureaux qui a résulté de l'intégration d'entreprises relativement à des acquisitions antérieures et actuelles. La rationalisation de nos activités au Canada au deuxième semestre de 2016 a également eu une incidence positive.

Pour le trimestre et le semestre, les autres charges d'exploitation, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, ont fléchi par rapport aux périodes correspondantes de 2016, d'abord et avant tout du fait des mesures continues de compression des coûts.

Les coûts d'acquisition et d'intégration sont des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de l'évaluation de la performance opérationnelle et financière sous-jacente, du fait qu'ils peuvent varier considérablement d'une période à l'autre. La Société a engagé des coûts d'acquisition et d'intégration de 6,7 M\$ pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017. Ces coûts sont essentiellement liés à l'intégration de Mouchel, acquise au quatrième trimestre de 2016.

Enfin, la Société inscrit également des charges telles que la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles qui sont demeurées stables pour le trimestre et le semestre par rapport aux périodes correspondantes de 2016.

7.5 BAIIA AJUSTÉ PAR SECTEUR D'EXPLOITATION

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Deuxième trimestre de 2017				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	248,1 \$	390,7 \$	500,0 \$	177,1 \$	1 315,9 \$
BAIIA ajusté*					140,3 \$
Charges du siège social					14,2 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	31,7 \$	61,1 \$	45,3 \$	16,4 \$	154,5 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	12,8 %	15,6 %	9,1 %	9,3 %	11,7 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Deuxième trimestre de 2016				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	246,4 \$	352,3 \$	445,8 \$	171,0 \$	1 215,5 \$
BAIIA ajusté*					125,0 \$
Charges du siège social					14,8 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	20,9 \$	55,6 \$	44,9 \$	18,4 \$	139,8 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	8,5 %	15,8 %	10,1 %	10,8 %	11,5 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Premier semestre de 2017					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	472,1 \$	768,0 \$	996,0 \$	355,7 \$	2 591,8 \$
BAIIA ajusté*					254,8 \$
Charges du siège social					28,7 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	52,7 \$	103,0 \$	95,0 \$	32,8 \$	283,5 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	11,2 %	13,4 %	9,5 %	9,2 %	10,9 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Premier semestre de 2016					
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	468,3 \$	695,6 \$	893,4 \$	320,3 \$	2 377,6 \$
BAIIA ajusté*					216,5 \$
Charges du siège social					27,3 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	41,5 \$	94,1 \$	84,2 \$	24,0 \$	243,8 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	8,9 %	13,5 %	9,4 %	7,5 %	10,3 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

L'augmentation du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social, en dollars, et celle de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social pour le trimestre et le semestre sont attribuables surtout à la hausse des produits des activités ordinaires nets due à la croissance interne et à la croissance découlant d'acquisitions. Les efforts déployés pour réduire les coûts ont également porté fruits.

L'augmentation du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social et de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social de nos activités au Canada, tant pour le trimestre que pour le semestre, était attendue et conforme aux attentes de la direction. Les activités de rationalisation de ce secteur, entreprises au deuxième trimestre de 2016, ont généré les résultats attendus pour les périodes.

L'augmentation du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social et la diminution de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social pour notre secteur EMOIA pour le deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016, étaient attendues et conformes aux attentes de la direction. La baisse attendue de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social, qui a été analysée dans notre rapport de gestion du premier trimestre de 2017, est attribuable à la variation des journées facturables entre le T1 et le T2 2017 par rapport aux périodes correspondantes de 2016, ce qui a eu une incidence considérable sur nos activités dans les pays nordiques, dont les produits des activités ordinaires sont en grande partie fonction des heures et des matériaux fournis de cette région.

L'accroissement du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social de notre secteur EMOIA par rapport à 2016, tant pour le trimestre que pour le semestre, est d'abord et avant tout attribuable aux acquisitions réalisées dans les régions du Royaume-Uni et des pays nordiques en 2016. Pour le semestre, la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social de 2017 a été comparable à celle de 2016.

La diminution du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social et celle de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social du secteur d'exploitation Asie-Pacifique pour le deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016 s'expliquent d'abord et avant tout par le calendrier d'exécution des projets en Australie. Les résultats de nos activités en Asie pour le trimestre sont conformes à nos attentes.

L'augmentation du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social et celle de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social enregistrée en 2017 par notre secteur d'exploitation Asie-Pacifique pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017 s'expliquent principalement par l'obtention de contrats et la hausse des taux d'utilisation affichée pour nos activités en Australie. Les résultats de nos activités en Asie ont été conformes à nos prévisions.

Pour le trimestre et le semestre, les charges du siège social ont été comparables à celles des périodes correspondantes de 2016. Les charges du siège social normales prévues demeurent conformes aux prévisions de 2017 publiées et maintenues.

Plusieurs facteurs influent sur la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social, tels que la saisonnalité, la nature des projets, les prix, l'environnement concurrentiel, l'exécution des projets, les hausses de coûts, les cours du change et la productivité des employés. Par conséquent, la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social devrait être considérée comme une mesure de la performance d'un exercice à l'autre, et non d'un trimestre à l'autre.

7.6 CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières de la Société se rapportent principalement aux charges d'intérêts liées aux facilités de crédit, aux charges financières nettes liées aux obligations au titre des régimes de retraite, aux profits ou pertes de change sur les actifs et les passifs en monnaies étrangères, aux profits ou pertes découlant de la cession d'actifs disponibles à la vente et aux écarts de conversion latents liés aux instruments financiers. La Société recourt à ses facilités de crédit pour gérer son fonds de roulement et pour financer ses dépenses d'investissement et ses acquisitions d'entreprises.

Les charges financières exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires nets ont diminué pour le trimestre et le semestre par rapport aux périodes correspondantes de 2016. Cette situation est attribuable aux profits de change latents comptabilisés en 2017 à l'égard des instruments financiers.

7.7 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Au deuxième trimestre de 2017, une charge d'impôt sur le résultat de 25,2 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 88,0 M\$, soit un taux d'impôt effectif de 28,6 %, par rapport à 25,6 % au deuxième trimestre de 2016.

Pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017, une charge d'impôt sur le résultat de 41,7 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 152,1 M\$, soit un taux d'impôt effectif de 27,4 %, par rapport à 25,6 % pour la période correspondante de 2016.

L'accroissement du taux d'impôt effectif du trimestre et du semestre est essentiellement attribuable à la rentabilité accrue dans les régions où les taux d'impôt sur le résultat statutaires sont plus élevés.

7.8 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le deuxième trimestre de 2017 s'est élevé à 62,8 M\$, ou 0,61 \$ par action sur une base diluée, comparativement à 52,2 M\$, ou 0,52 \$ par action sur une base diluée, pour la période correspondante de 2016. L'augmentation du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société et du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société par action s'explique d'abord et avant tout par la croissance des produits des activités ordinaires nets et par la hausse de la marge du BAIIA ajusté.

Pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 110,4 M\$, ou 1,08 \$ par action sur une base diluée, par rapport à 79,8 M\$, ou 0,80 \$ par action sur une base diluée, pour la période correspondante de 2016. La hausse du résultat net attribuable aux actionnaires et du résultat net attribuable aux actionnaires par action découle essentiellement de la croissance des produits des activités ordinaires nets et de la hausse de la marge du BAIIA ajusté.

Le résultat net par action est une mesure couramment utilisée pour mesurer le rendement d'une société. Toutefois, la direction estime que, dans le cas des sociétés procédant à de multiples acquisitions ou à des regroupements, notamment dans le domaine de l'ingénierie et de la construction, le résultat net ajusté par action, le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions par action (en raison de la diversité des méthodes comptables relatives à la répartition du coût d'achat au goodwill et aux immobilisations incorporelles), les fonds provenant des activités d'exploitation par action et les flux de trésorerie disponibles par action sont des mesures plus efficaces pour évaluer le rendement d'une société par rapport à ses concurrents. Ces mesures sont présentées aux rubriques 7.9 et 7.10.

7.9 RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT NET, DU RÉSULTAT NET AJUSTÉ ET DU RÉSULTAT NET AJUSTÉ EXCLUANT L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES LIÉES AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

	Deuxième trimestre		Premier semestre	
	2017	2016	2017	2016
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Période allant du 2 avril au 1 ^{er} juillet	Période allant du 27 mars au 25 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} juillet	Période allant du 1 ^{er} janvier au 25 juin
Résultat net attribuable aux actionnaires	62,8 \$	52,2 \$	110,4 \$	79,8 \$
Coûts d'acquisition et d'intégration*	3,7 \$	5,1 \$	6,7 \$	12,5 \$
Impôt sur le résultat relatif aux coûts d'acquisition et d'intégration	(1,0) \$	(1,3) \$	(1,8) \$	(3,2) \$
Résultat net ajusté*	65,5 \$	56,0 \$	115,3 \$	89,1 \$
Résultat net ajusté par action*	0,64 \$	0,56 \$	1,13 \$	0,89 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	15,1 \$	15,1 \$	30,3 \$	31,2 \$
Impôt sur le résultat relatif à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(4,4) \$	(3,9) \$	(8,3) \$	(8,0) \$
Résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions*	76,2 \$	67,2 \$	137,3 \$	112,3 \$
Résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions par action*	0,75 \$	0,67 \$	1,35 \$	1,12 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	102 246 776	100 172 985	102 009 950	99 919 652

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Le résultat net ajusté s'est établi à 65,5 M\$, ou 0,64 \$ par action, au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 56,0 M\$, ou 0,56 \$ par action, au deuxième trimestre de 2016. L'augmentation du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action est attribuable à l'accroissement des produits des activités ordinaires nets et à la hausse de la marge du BAIIA ajusté.

Le résultat net ajusté du semestre clos le 1^{er} juillet 2017 s'est établi à 115,3 M\$, ou 1,13 \$ par action, par rapport à 89,1 M\$, ou 0,89 \$ par action, pour la période correspondante de 2016. L'augmentation du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action s'explique en grande partie par la croissance des produits des activités ordinaires nets et par la hausse de la marge du BAIIA ajusté.

Le résultat net ajusté, excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, s'est établi à 76,2 M\$, ou 0,75 \$ par action, au deuxième trimestre de 2017 et à 137,3 M\$, soit 1,35 \$ par action, pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017 en comparaison de 67,2 M\$, ou 0,67 \$ par action, et de 112,3 M\$, ou 1,12 \$ par action, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2016. Ces augmentations pour le trimestre et le semestre ont découlé essentiellement de la croissance des produits des activités ordinaires nets et de la hausse de la marge du BAIIA ajusté.

7.10 FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Deuxième trimestre		Premier semestre	
	2017	2016	2017	2016
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Période allant du 2 avril au 1 ^{er} juillet	Période allant du 27 mars au 25 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} juillet	Période allant du 1 ^{er} janvier au 25 juin
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2,5 \$	45,6 \$	25,6 \$	72,4 \$
Excluant :				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(90,2) \$	(57,6) \$	(164,9) \$	(94,1) \$
Fonds provenant des activités d'exploitation*	92,7 \$	103,2 \$	190,5 \$	166,5 \$
Fonds provenant des activités d'exploitation par action*	0,91 \$	1,03 \$	1,87 \$	1,67 \$
Y compris :				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(90,2) \$	(57,6) \$	(164,9) \$	(94,1) \$
Moins :				
Dépenses d'investissement	29,5 \$	38,8 \$	48,0 \$	58,2 \$
Flux de trésorerie disponibles*	(27,0) \$	6,8 \$	(22,4) \$	14,2 \$
Flux de trésorerie disponibles par action*	(0,26) \$	0,07 \$	(0,22) \$	0,14 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	102 246 776	100 172 985	102 009 950	99 919 652

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

7.10.1 FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les fonds provenant des activités d'exploitation constituent une mesure utilisée par la Société pour fournir à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds générés par les activités d'exploitation avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Pour le deuxième trimestre de 2017, la Société a inscrit des fonds provenant des activités d'exploitation de 92,7 M\$, ou 0,91 \$ par action, comparativement à 103,2 M\$, ou 1,03 \$ par action, pour le deuxième trimestre de 2016. La baisse des fonds provenant des activités d'exploitation s'explique d'abord et avant tout par le calendrier de paiement de l'impôt sur le résultat par rapport à la période correspondante.

Pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017, la Société a généré des fonds provenant des activités d'exploitation de 190,5 M\$, ou 1,87 \$ par action, comparativement à 166,5 M\$, ou 1,67 \$ par action, pour la période correspondante de 2016. L'augmentation des fonds provenant des activités d'exploitation s'explique principalement par la hausse du résultat net découlant de l'accroissement des produits des activités ordinaires nets attribuable à la croissance interne et aux acquisitions, ainsi que par la hausse de la marge du BAIIA ajusté.

7.10.2 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une indication de la capacité de la Société de continuer de générer des liquidités discrétionnaires grâce à l'exercice de ses activités d'exploitation et autres activités. Les flux de trésorerie disponibles correspondent aux flux de trésorerie de la période qui sont disponibles pour les fournisseurs de capitaux, c'est-à-dire les créanciers et les actionnaires de la Société.

Pour le deuxième trimestre de 2017, les flux de trésorerie disponibles de la Société se sont élevés à un montant négatif de 27,0 M\$, ou 0,26 \$ par action, par rapport à un montant positif de 6,8 M\$, ou 0,07 \$ par action, pour le deuxième trimestre de 2016. La diminution des flux de trésorerie disponibles est essentiellement attribuable à une variation défavorable des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017, les flux de trésorerie disponibles de la Société se sont élevés à un montant négatif de 22,4 M\$, ou 0,22 \$ par action, par rapport à un montant positif de 14,2 M\$, ou 0,14 \$ par action. La baisse des flux de trésorerie disponibles s'explique principalement par une variation défavorable des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les flux de trésorerie disponibles doivent être examinés d'un exercice à l'autre plutôt que d'un trimestre à l'autre, puisque le moment des investissements dans des projets et la gestion du fonds de roulement peuvent avoir une incidence à court terme.

8 SITUATION DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars)	Deuxième trimestre		Premier semestre	
	2017	2016	2017	2016
	Période allant du 2 avril au 1 ^{er} juillet	Période allant du 27 mars au 25 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} juillet	Période allant du 1 ^{er} janvier au 25 juin
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2,5 \$	45,6 \$	25,6 \$	72,4 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	36,9 \$	12,5 \$	33,1 \$	20,5 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(47,6) \$	(41,5) \$	(68,9) \$	(67,6) \$
Effet des variations des cours du change sur la trésorerie	(1,1) \$	(3,1) \$	2,1 \$	(11,5) \$
Variation nette de la trésorerie	(9,3) \$	13,5 \$	(8,1) \$	13,8 \$
Dividendes versés	17,5 \$	16,6 \$	34,2 \$	34,9 \$
Dépenses d'investissement nettes	29,5 \$	38,8 \$	48,0 \$	58,2 \$

8.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 2,5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017, comparativement à 45,6 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016. Cette diminution des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation est attribuable à une variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et au calendrier de paiement de l'impôt sur le résultat, facteurs atténués par une hausse du résultat net.

Pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 25,6 M\$, en regard de 72,4 M\$ pour la période correspondante de 2016. La diminution des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation est attribuable à une variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, atténuée par l'augmentation du résultat net.

8.2 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement du deuxième trimestre de 2017 ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 36,9 M\$, comparativement à 12,5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016. Au cours du trimestre, la Société a prélevé un montant de 58,0 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts, d'un montant de 5,9 M\$, émis 2,3 M\$ d'actions et versé aux actionnaires des dividendes totalisant 17,5 M\$. Au deuxième trimestre de 2016, la Société avait prélevé un montant de 39,1 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts et des frais financiers, d'un montant de 10,0 M\$, et versé des dividendes aux actionnaires et à un détenteur d'une participation ne donnant pas le contrôle totalisant 16,6 M\$.

Pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017, les activités de financement ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 33,1 M\$, par rapport à 20,5 M\$ pour la période correspondante de 2016. Au cours du semestre, la Société a prélevé un montant de 81,5 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé divers passifs de 16,5 M\$, y compris des charges d'intérêts, émis 2,3 millions d'actions et versé des dividendes aux actionnaires de 34,2 M\$. Pour la

période correspondante de 2016, la Société avait prélevé un montant de 73,3 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts et des frais financiers, d'un montant de 16,6 M\$, et versé des dividendes aux actionnaires et à un détenteur d'une participation ne donnant pas le contrôle totalisant 36,2 M\$.

8.3 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement du deuxième trimestre de 2017 se sont soldées par des sorties de trésorerie de 47,6 M\$, contre 41,5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016. La Société a effectué des sorties de fonds liées à des acquisitions d'entreprises passées et courantes pour un coût de 15,2 M\$ et a fait l'acquisition de matériel et d'immobilisations incorporelles totalisant 31,3 M\$ au deuxième trimestre de 2017, tandis qu'à la période correspondante de 2016, elle avait réalisé des acquisitions d'entreprises à un coût de 2,4 M\$ et avait fait l'acquisition de matériel et d'immobilisations incorporelles totalisant 39,7 M\$.

Pour le semestre clos le 1^{er} juillet 2017, les activités d'investissement se sont soldées par des sorties de trésorerie de 68,9 M\$, par rapport à 67,6 M\$ pour la période correspondante de 2016. Au cours du semestre, la Société a effectué des sorties de fonds liées à des acquisitions d'entreprises passées et courantes pour un coût de 18,0 M\$ et a fait l'acquisition de matériel et d'immobilisations incorporelles totalisant 49,9 M\$, par rapport à 9,0 M\$ et à 60,0 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2016.

8.4 DETTE NETTE

(en millions de dollars)	2017	2016
	Au 1 ^{er} juillet	Au 31 décembre
Passifs financiers ¹⁾	1 144,4 \$	1 082,1 \$
Moins : trésorerie	(222,4) \$	(230,8) \$
Dettes nettes*	922,0 \$	851,3 \$
BAIIA ajusté sur 12 mois continus	537,3 \$	499,0 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

1) Les passifs financiers sont constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, incluant leur partie courante.

Au 1^{er} juillet 2017, l'état de la situation financière de la Société était sain et comportait un bon équilibre entre les dettes et les capitaux propres. La dette nette de la Société s'est établie à 922,0 M\$ et son ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sur 12 mois continus, à 1,7 fois. En incluant le BAIIA ajusté sur 12 mois continus pour tenir compte de toutes les acquisitions, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté s'est également établi à 1,7 fois.

8.5 DIVIDENDES

Le 9 mai 2017, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,375 \$ par action ordinaire, à payer aux porteurs d'actions ordinaires inscrits le 30 juin 2017. Ce dividende a été versé le 17 juillet 2017. Au 1^{er} juillet 2017, 102 363 264 actions étaient émises et en circulation, en comparaison de 100 297 048 au 25 juin 2016. Au deuxième trimestre de 2017, une partie du dividende payé au premier trimestre a été réinvestie dans 440 544 actions ordinaires dans le cadre du RRD. Les dividendes déclarés au deuxième trimestre de 2017 ont totalisé 38,4 M\$, contre 38,2 M\$ au premier trimestre de 2017. Les porteurs de 54 268 435 actions, représentant environ 53,0 % du total des actions en circulation en date du 30 juin 2017, ont choisi de participer au RRD. De ce fait, du total des dividendes payés le 17 juillet 2017, 20,4 M\$ ont été réinvestis en

actions de la Société. La sortie nette de trésorerie, le 17 juillet 2017, a été de 18,0 M\$ pour le paiement du dividende du deuxième trimestre.

Le conseil d'administration (le « conseil ») a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié compte tenu du résultat actuel de la Société et de ses besoins financiers actuels en fonction de ses activités. Il est prévu que le dividende demeurera à ce niveau, sous réserve de l'évaluation continue par le conseil des besoins futurs, de la performance financière, des liquidités, et d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents. Le montant réel de tout dividende de même que chaque date de déclaration, date de clôture des registres et date de paiement sont déterminés par le conseil, à sa discrétion. Certains renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

8.6 OPTIONS SUR ACTIONS

Au 8 août 2017, 672 529 options sur actions étaient en cours, à un prix d'exercice variant de 35,12 \$ à 49,28 \$.

8.7 SOURCES DE FINANCEMENT

(en millions de dollars)	2017	2016
	Au 1 ^{er} juillet	Au 31 décembre
Trésorerie	222,4 \$	230,8 \$
Facilité de crédit consortiale disponible	487,2 \$	495,8 \$
Autres facilités de crédit	16,4 \$	19,4 \$
Sources de financement à court terme disponibles	726,0 \$	746,0 \$

La Société estime que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et ses sources de financement à court terme disponibles lui permettront de soutenir sa stratégie de croissance, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses d'investissement prévues et d'offrir à ses actionnaires un rendement sur leurs investissements.

8.8 FACILITÉ DE CRÉDIT

Au 1^{er} juillet 2017, la Société disposait d'une facilité de crédit d'un montant maximal de 1 300,0 M\$ US consentie par un consortium d'institutions financières. La facilité de crédit peut être utilisée pour i) financer les frais généraux de la Société, son fonds de roulement et ses dépenses d'investissement et ii) financer ses futures acquisitions d'entreprises. Aux termes de cette facilité de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rapportent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé et de la couverture des charges fixes. La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues en vertu de sa facilité de crédit. Toutes les clauses étaient respectées au 1^{er} juillet 2017.

9 SOMMAIRE DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

	2017			2016			2015		
	Total	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
(en millions de dollars, sauf les données par action)	Sur 12 mois	Période allant du 2 avril au 1 ^{er} juillet	Période allant du 1 ^{er} janv. au 1 ^{er} avril	Période allant du 25 sept. au 31 déc.	Période allant du 26 juin au 24 sept.	Période allant du 27 mars au 25 juin	Période allant du 1 ^{er} janv. au 26 mars	Période allant du 27 sept. au 31 déc.	Période allant du 28 juin au 26 sept.
Résultats d'exploitation									
Produits des activités ordinaires	6 702,0 \$	1 717,2 \$	1 633,9 \$	1 798,4 \$	1 552,5 \$	1 545,7 \$	1 483,0 \$	1 660,1 \$	1 503,0 \$
Produits des activités ordinaires nets*	5 109,3 \$	1 315,9 \$	1 275,9 \$	1 327,7 \$	1 189,8 \$	1 215,5 \$	1 162,1 \$	1 248,2 \$	1 124,9 \$
BAlIA ajusté*	537,3 \$	140,3 \$	114,5 \$	135,3 \$	147,2 \$	125,0 \$	91,5 \$	124,0 \$	126,2 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires	229,7 \$	62,8 \$	47,6 \$	56,0 \$	63,3 \$	52,2 \$	27,6 \$	14,7 \$	50,4 \$
Résultat net de base par action		0,61 \$	0,47 \$	0,55 \$	0,63 \$	0,52 \$	0,28 \$	0,15 \$	0,55 \$
Résultat net dilué par action		0,61 \$	0,47 \$	0,55 \$	0,63 \$	0,52 \$	0,28 \$	0,15 \$	0,55 \$
Carnet de commandes*		5 864,6 \$	5 985,3 \$	5 668,8 \$	5 371,2 \$	5 667,4 \$	5 529,7 \$	5 199,7 \$	4 891,6 \$
Dividendes									
Dividendes déclarés	152,4 \$	38,4 \$	38,2 \$	38,0 \$	37,8 \$	37,6 \$	37,4 \$	37,2 \$	36,9 \$
Dividendes déclarés, par action	1,50 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Au cours de chacun des huit derniers trimestres, la Société a déclaré des dividendes de 0,375 \$ par action. Au troisième trimestre de 2015, la Société a émis des actions ordinaires afin de financer des regroupements d'entreprises, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de ses actions en circulation et, par le fait même, le total des dividendes déclarés.

10 GOUVERNANCE

10.1 CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (les « CPCI ») et ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur est communiquée, particulièrement durant la période de préparation des rapports intermédiaires;
- l'information qui doit être présentée dans les rapports annuels, les rapports intermédiaires ou les autres rapports que la Société dépose ou soumet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision un contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») d'après le cadre intégré de contrôle interne reconnu qui a été conçu par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (le « cadre de 2013 du COSO »), pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

En raison des limites inhérentes des CPCI et du CIIF, la direction ne s'attend pas à ce que les CPCI et le CIIF permettent de prévenir ou de détecter toutes les erreurs ou les anomalies intentionnelles résultant d'actes frauduleux.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont restreint l'étendue des travaux de conception des CPCI et du CIIF afin d'exclure les contrôles, méthodes et procédures liés à l'acquisition de Mouchel, conclue le 12 octobre 2016, comme il est permis en vertu du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, lequel autorise ce genre de traitement pour les 365 jours suivant une acquisition.

Il n'est survenu, au cours de la période allant du 2 avril 2017 au 1^{er} juillet 2017, aucun changement touchant le CIIF de la Société qui a eu, ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur le CIIF de la Société. Les contrôles continueront d'être analysés périodiquement afin d'assurer une amélioration continue.

10.2 RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil a un rôle de surveillance à l'égard de l'information financière communiquée au public. De ce fait, le comité d'audit et le conseil de WSP ont revu et approuvé les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période close le 1^{er} juillet 2017 ainsi que le présent rapport de gestion avant leur publication.

11 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société ont été établis conformément aux IFRS s'appliquant à la préparation d'états financiers intermédiaires publiées par l'International Accounting Standards Board, notamment IAS 34 *Information financière intermédiaire*, ainsi que selon les mêmes méthodes comptables que celles qui ont été appliquées lors de l'établissement des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Veuillez vous reporter aux états financiers consolidés audités de 2016 de la Société pour de plus amples renseignements sur les principales méthodes comptables et les estimations importantes qui ont été utilisées pour dresser les états financiers.

12 NORMES COMPTABLES FUTURES

Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 ainsi que le rapport de gestion y afférent présentaient les normes comptables futures de l'IASB qui entreront en vigueur au cours des prochains exercices.

13 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les états financiers consolidés audités de 2016 de la Société décrivaient, à la note 25, les risques liés aux instruments financiers et la façon dont la Société gère ces risques. Pour le premier semestre de 2017, aucun changement important ne s'est produit à l'égard des risques liés aux instruments financiers, et aucune modification importante n'a été apportée au classement des instruments financiers. En outre, la méthode utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers n'a pas changé au cours du premier semestre de 2017.

14 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société détient le contrôle sur ses filiales, lesquelles sont consolidées dans les états financiers consolidés. Certains accords ont été mis en place avec des entités structurées qui fournissent différents services, principalement dans le secteur de l'architecture. Ces accords de gestion permettent à la Société d'exercer un contrôle sur la gestion et les activités de ces entités. La Société reçoit également des honoraires de gestion et a des obligations à l'égard des passifs et des pertes de ces entités. Compte tenu de ces faits et circonstances, la direction a conclu que ces entités sont contrôlées par la Société et, par conséquent, elle les a intégrées dans ses états financiers consolidés.

Les transactions entre les filiales et les entités structurées sont conclues dans le cours normal des activités, dans des conditions de concurrence normale. La totalité des transactions et des soldes intragroupe ont été éliminés.

La Société réalise certaines activités de concert avec d'autres parties dans le cadre de partenariats classés à titre d'entreprises communes. Les partenariats considérés comme des entreprises communes sont comptabilisés à l'aide de la méthode de la consolidation proportionnelle, selon laquelle la Société inscrit sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires, des charges et des flux de trésorerie de chacune de ces entreprises communes.

15 ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan, à l'exception de certains contrats de location simple relatifs à des locaux à bureaux, à du matériel informatique, à des véhicules et à des lettres de crédit. Conformément aux IFRS, aucune obligation en vertu de contrats de location ni aucun actif sous-jacent n'ont été comptabilisés à l'état de la situation financière, puisque les modalités de ces contrats de location ne répondaient pas aux critères permettant de les inscrire à l'actif.

16 PERSPECTIVES

Les perspectives ci-après sont datées du 28 février 2017 et font partie du rapport de gestion 2016 portant sur les résultats financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016. Elles sont fournies afin d'aider les analystes et les actionnaires à forger leurs opinions respectives en ce qui concerne 2017, et leur utilisation à toute autre fin risque de ne pas convenir aux besoins du lecteur. Les mesures présentées sont susceptibles de changer. Les renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des fourchettes cibles, établies en date du 28 février 2017, relativement aux diverses mesures qui seront utilisées pour l'exercice 2017 :

	FOURCHETTE CIBLE POUR 2017
Produits des activités ordinaires nets*	Entre 5 000 M\$ et 5 300 M\$
BAIIA ajusté*	Entre 510 M\$ et 560 M\$
Saisonnalité et fluctuations du BAIIA ajusté*	T1 : Entre 20 % et 22 %
	T2 : Entre 24 % et 26 %
	T3 : Entre 28 % et 30 %
	T4 : Entre 24 % et 26 %
Taux d'imposition	Entre 27 % et 29 %
Délai de recouvrement*	De 80 à 85 jours
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	Entre 65 M\$ et 75 M\$
Dépenses d'investissement	Entre 120 M\$ et 130 M\$
Dette nette sur le BAIIA ajusté*	Entre 1,5 fois à 2,0 fois
Coûts d'acquisition et d'intégration*	Entre 15 M\$ et 25 M\$ ¹⁾

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

1) En raison principalement des coûts liés au personnel et des coûts d'intégration liés à l'immobilier se rapportant à l'acquisition de Mouchel conclue au quatrième trimestre de 2016 et des coûts d'intégration liés à l'immobilier se rapportant à l'acquisition de MMM conclue au quatrième trimestre de 2015.

Les fourchettes cibles présentées dans le tableau ci-dessus ont été établies en supposant qu'aucune variation n'aura lieu dans les cours du change sur les marchés où la Société exerce ses activités. Aux fins de l'établissement de ses prévisions pour 2017, la Société a pris en considération plusieurs hypothèses relatives à l'économie et au marché concernant la concurrence, l'environnement politique et la performance économique de chaque région dans laquelle elle exerce des activités. Elle a aussi présumé que les facteurs économiques et la concurrence demeureraient stables dans les régions où elle exerce ses activités.

Les prévisions ont été préparées en utilisant les taux d'imposition en vigueur au 31 décembre 2016 dans les pays où la Société mène des activités et en supposant qu'aucun changement ne sera apporté à la législation fiscale applicable dans ces pays. Dans les prévisions pour 2017, la Société n'a pas tenu compte des éventuels regroupements d'entreprises, cessions, fusions ou autres transactions susceptibles de se produire après la publication du rapport de gestion daté du 28 février 2017. La Société tient à préciser que les hypothèses utilisées pour établir les prévisions de 2017 pourraient se révéler incorrectes ou inexactes. Par conséquent, les résultats réels de la Société pourraient différer fortement des estimations formulées dans le présent rapport de gestion.

La Société estime qu'elle sera en mesure de livrer selon les plans et réaffirme par conséquent ses perspectives pour l'exercice complet 2017.

17 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

En plus de communiquer des données historiques, la Société formule ou présente, dans le présent rapport de gestion, des énoncés ou de l'information qui ne sont pas fondés sur des faits passés et peuvent être considérés comme étant de l'information prospective ou des énoncés prospectifs en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou à un rendement futur et reflètent les attentes de la direction quant à la croissance, aux résultats d'exploitation, au rendement et aux perspectives d'affaires de même qu'aux débouchés de la Société ou de son secteur de l'industrie.

Ce rapport de gestion contient des énoncés prospectifs, incluant les perspectives discutées à la rubrique 16. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « pouvoir », « devoir », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer » ou d'autres termes semblables, employés au présent, au futur ou au conditionnel, y compris à la forme négative. Ces énoncés prospectifs traduisent les opinions actuelles de la direction et sont fondés sur certaines hypothèses et certains facteurs présentés dans le présent rapport de gestion, hypothèses et facteurs qui, par leur nature, sont assujettis à des incertitudes et à des risques inhérents. Bien que la Société considère que ces hypothèses et ces facteurs sont raisonnables en fonction des renseignements disponibles au 8 août 2017, les événements ou les résultats pourraient différer fortement des résultats, des prévisions ou des conclusions prévus dans les énoncés prospectifs.

Pour évaluer les énoncés prospectifs, les investisseurs devraient spécifiquement prendre en compte divers facteurs, notamment, mais sans s'y limiter, les facteurs de risque décrits aux sections suivantes de la rubrique 21 du rapport de gestion de 2016 : « capacité à maintenir la rentabilité », « croissance interne de l'entreprise », « intégration et gestion des acquisitions », « acquisitions et intégrations possibles », « défis associés à la taille », « activités internationales », « réduction du carnet de commandes »; « partenariats », « conjoncture économique », « produits provenant de contrats avec des instances gouvernementales », « risques associés à des contrats pour services professionnels », « dépendance de la Société envers des fournisseurs et des sous-traitants », « dépendance envers les clients », « réalisation de grands projets », « travaux de qualification », « dépendance envers la direction et des professionnels clés », « disponibilité et rétention de personnel professionnel qualifié », « utilisation adéquate de la main-d'œuvre », « négociation collective et conflits de travail », « plafonds d'assurance », « risques pour la santé, la sécurité et l'environnement », « conditions météorologiques extrêmes et impact de catastrophes naturelles ou autres », « interruption du fonctionnement des systèmes ou de l'infrastructure du réseau », « risque lié à la réputation », « non-conformité aux lois et aux règlements », « risque de poursuites », « mécanismes de contrôle et divulgation », « structure opérationnelle », « concurrence dans le secteur », « portée de la réglementation », « sensibilisation accrue face aux facteurs environnementaux », « détérioration de la situation financière ou de la position nette de trésorerie », « besoins en fonds de roulement », « créances », « hausse de l'endettement », « dépréciation du goodwill », « variabilité des résultats financiers », « exposition aux monnaies étrangères », « fiscalité », « obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies sous-financés », « dilution potentielle », « versement de dividendes ». Les investisseurs devraient également prendre en considération les autres risques dont il est fait mention dans les rapports que la Société dépose de temps à autre auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières, qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats indiqués de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Les énoncés prospectifs de la Société sont fondés sur des postulats que cette dernière considérait comme étant raisonnables au 8 août 2017, comme des postulats à propos de la conjoncture économique et politique, l'état de l'économie mondiale et de l'économie dans les régions où la Société exerce des activités, l'état des marchés de capitaux et de crédit mondiaux et locaux et l'accès à ces marchés, les taux d'intérêt, les besoins en fonds de roulement, le recouvrement de créances, l'obtention de nouveaux contrats par la Société, le type de contrats conclus par la Société, les marges anticipées relativement aux nouveaux contrats obtenus, l'utilisation de sa main-d'œuvre par la Société, la capacité de la Société d'attirer de nouveaux clients, la capacité de la Société de retenir ses clients, les changements dans l'exécution des contrats, la réalisation des projets, la concurrence, la capacité de la Société de réussir l'intégration des entreprises acquises, l'acquisition et l'intégration futures d'entreprises, la capacité de la Société de gérer la croissance, les facteurs externes qui touchent les activités internationales de la Société, l'état du carnet de commandes de la Société, les ententes de partenariats en cours ou celles que la Société conclura, les immobilisations par les secteurs public et privé, les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants, les relations avec la direction, les professionnels clés et les autres employés de la Société, le maintien en vigueur d'assurances suffisantes, la gestion du risque environnemental et des risques en matière de santé et de sécurité, le caractère suffisant des systèmes d'information, de la technologie de communication et des autres éléments technologiques actuels et planifiés de la Société, la conformité aux lois et aux règlements, les poursuites judiciaires futures, le caractère adéquat des mécanismes internes de contrôle et d'information, le cadre réglementaire, la dépréciation du goodwill, la fluctuation des devises étrangères, les lois et les règlements en matière de fiscalité auxquels la Société est assujettie, et l'état des régimes d'avantages sociaux de la Société. Le présent rapport de gestion fait état d'autres postulats (particulièrement sous la rubrique « Perspectives »). Si ces postulats ne se révèlent pas exacts, les résultats réels de la Société pourraient différer fortement de ceux qui sont décrits de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Les résultats et les événements pourraient différer sensiblement des attentes actuelles en raison des risques associés au secteur d'exploitation de la Société, à l'industrie et à l'économie mondiale, de même qu'en raison des postulats avancés relativement à ces risques. De ce fait, rien ne garantit que les résultats réels seront conformes à ceux formulés dans les énoncés prospectifs. La Société ne met pas à jour ni ne révisé nécessairement les énoncés prospectifs, même si de nouvelles informations deviennent disponibles, à moins que la loi ne l'exige. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

18 FACTEURS DE RISQUE

Les résultats d'exploitation, les perspectives d'affaires, la situation financière et la réalisation du plan stratégique de la Société sont assujettis à divers risques et incertitudes et subissent l'influence d'un certain nombre de facteurs qui pourraient avoir d'importantes répercussions négatives sur ses activités, sa situation financière et ses perspectives. Ces risques devraient être pris en considération pour évaluer un investissement dans la Société et pourraient, entre autres, entraîner une baisse du cours des actions de la Société et compromettre sa capacité à déclarer des dividendes sur ces dernières. Les risques et les incertitudes auxquels est exposée la Société ne diffèrent sensiblement pas de ceux qui sont décrits dans la rubrique « Facteurs de risque » du rapport de gestion de 2016.

19 INFORMATION ADDITIONNELLE

De l'information additionnelle au sujet de la Société est disponible sur son site Web à l'adresse www.wsp.com et sur celui de SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est disponible sur ces sites.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, sous le symbole « WSP ». Au 1^{er} juillet 2017, la Société avait 102 363 264 actions ordinaires en circulation. Au 8 août 2017, elle avait 102 752 452 actions ordinaires en circulation en raison de l'émission d'actions réalisée dans le cadre du RRD après le paiement, en juillet 2017, du dividende du deuxième trimestre.

La Société n'a pas d'autres actions en circulation.

20 GLOSSAIRE

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS

Les produits des activités ordinaires nets sont définis comme étant les produits des activités ordinaires moins les coûts directs liés aux sous-consultants et autres coûts directs recouvrables directement auprès des clients. Les produits des activités ordinaires nets ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Par conséquent, les produits des activités ordinaires nets pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont avertis que les produits des activités ordinaires nets ne devraient pas être interprétés comme une mesure de remplacement des produits des activités ordinaires de la période (tels qu'ils sont établis conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société.

BAIIA

Le BAIIA renvoie au résultat avant les charges financières, la charge d'impôt sur le résultat et la dotation aux amortissements. Le BAIIA ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ne devrait pas être interprété comme une mesure de remplacement du résultat net de la période (tel qu'il est établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des activités de financement et des activités d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA peut différer de celle qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

BAIIA AJUSTÉ

Le BAIIA ajusté renvoie au résultat avant les charges financières, la charge d'impôt sur le résultat, la dotation aux amortissements et les coûts d'acquisition et d'intégration. Le BAIIA ajusté ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ajusté ne devrait pas être interprété comme une mesure de remplacement du résultat net de la période (tel qu'il est établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des activités de financement et des

activités d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA ajusté peut différer de celle qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA ajusté de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

La marge du BAIIA ajusté est définie comme le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. La marge du BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS.

BAIIA AJUSTÉ AVANT DÉDUCTION DES CHARGES DU SIÈGE SOCIAL

Le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social est défini comme le BAIIA ajusté excluant les charges du siège social. Les charges du siège social correspondent aux frais et salaires liés aux fonctions centralisées telles que les finances, les ressources humaines et la technologie, lesquels ne sont pas attribués aux secteurs d'exploitation. Cette mesure n'est pas une mesure conforme aux IFRS, mais elle permet à la direction de comparer les régions les unes avec les autres.

MARGE DU BAIIA AJUSTÉ AVANT DÉDUCTION DES CHARGES DU SIÈGE SOCIAL

La marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social est définie comme le BAIIA ajusté excluant les charges du siège social exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. La marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social n'est pas une mesure conforme aux IFRS, mais elle permet à la direction de comparer les régions les unes avec les autres.

RÉSULTAT NET AJUSTÉ ET RÉSULTAT NET AJUSTÉ PAR ACTION

Le résultat net ajusté représente le résultat net attribuable aux actionnaires excluant les coûts d'acquisition et d'intégration et de l'incidence fiscale liée à ces coûts. Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Cette mesure permet de comparer le rendement de la Société dans un contexte d'importants regroupements d'entreprises pouvant entraîner des coûts d'acquisition et d'intégration élevés pour la Société qui, à son avis, ne devraient pas être pris en compte dans l'évaluation de la performance financière et opérationnelle sous-jacente.

Le résultat net ajusté par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

RÉSULTAT NET AJUSTÉ EXCLUANT L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES LIÉES AUX ACQUISITIONS ET RÉSULTAT NET AJUSTÉ EXCLUANT L'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES LIÉES AUX ACQUISITIONS PAR ACTION

Le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) se définit comme étant le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires, excluant la dotation aux amortissements liée aux carnets de commandes, aux relations clients, aux accords de non-concurrence et aux marques de commerce pris en compte dans les regroupements d'entreprises, et l'impôt sur le résultat relatif à cet amortissement. Le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le

résultat) n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Cette mesure permet de comparer le rendement de la Société dans un contexte d'importants regroupements d'entreprises.

Le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

COÛTS D'ACQUISITION ET D'INTÉGRATION

Les coûts d'acquisition et d'intégration comprennent les coûts de transaction et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises (pour une période d'au plus 24 mois à compter de la date d'acquisition) ainsi que tout profit ou toute perte découlant de la cession d'actifs non essentiels. En 2015, les coûts d'acquisition et d'intégration incluent des profits découlant de la cession de participations dans des entreprises associées. Les coûts d'acquisition et d'intégration ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils représentent des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de l'évaluation de sa performance opérationnelle et financière sous-jacente.

CARNET DE COMMANDES

Le carnet de commandes n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Il représente les produits futurs découlant de contrats signés à exécuter. La méthode utilisée par la Société pour calculer son carnet de commandes peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION ET FONDS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION PAR ACTION

Les fonds provenant des activités d'exploitation ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils fournissent à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds liés aux activités d'exploitation avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les fonds provenant des activités d'exploitation par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES PAR ACTION

Les flux de trésorerie disponibles ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils fournissent une mesure constante et comparable des liquidités discrétionnaires que génère la Société et dont elle dispose. Les flux de trésorerie disponibles sont définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tels qu'ils sont présentés selon les IFRS, plus les liquidités discrétionnaires de la Société qui sont générées par d'autres activités (s'il y a lieu), moins les dépenses d'investissement nettes.

Les flux de trésorerie disponibles par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

DÉLAI MOYEN DE RECOUVREMENT DES CRÉANCES CLIENTS (« DÉLAI DE RECOUVREMENT »)

Le délai de recouvrement n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Il s'agit du nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en trésorerie les créances clients (déduction faite des taxes de vente) et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, déduction faite de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus. La méthode utilisée par la Société pour calculer le délai de recouvrement peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

RATIO DE LA DETTE NETTE SUR LE BAIIA AJUSTÉ

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS. Il s'agit d'une mesure de notre levier financier, déduction faite de notre trésorerie, qui est calculée en fonction de notre BAIIA ajusté sur 12 mois continus. La dette nette est définie comme étant les passifs financiers, constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, y compris les parties courantes, déduction faite de la trésorerie.